

Les quartiers précaires à l'épreuve du confinement

Impact de la crise du covid-19 sur le quotidien des habitants de bidonvilles en Inde, au Kenya et en Côte d'Ivoire



Quartier précaire de Mandala, Mumbai (crédit : Archipel&Co)

Auteurs : Justin DeKoszmovsky, Pauline Lebas, Maureen Ravily (Archipel&Co), Tatiana Thieme (University College London).
Contributeurs : Atrayee Das Chaudhuri, Vinod Ghule, Arouna Kouassi, Titouan Bordas (Archipel&Co).

REMARQUE : la situation dans le monde - et en particulier dans les quartiers précaires dont il est question dans cet article - évolue rapidement. Les résultats présentés ici proviennent d'une enquête et d'échanges qui ont été conduits entre le 15 avril 2020 et le 15 mai 2020.

Si le confinement a mis en lumière de profondes inégalités sociales dans l'ensemble des pays touchés et fait basculer de nombreux individus dans la précarité¹, il touche de manière encore plus brutale les populations des bidonvilles et des quartiers précaires des pays en développement.

Comme partout dans le monde, des dispositifs de quarantaine et de distanciation sociale ont été mis en

place dans les villes des pays en développement, avec des conséquences économiques et sociales majeures pour les plus précaires. Comment cette crise est-elle vécue dans les quartiers précaires et les bidonvilles, qui ont, en temps normal, déjà difficilement accès aux services essentiels de base et à des systèmes de protection sociale ?

Comment respecter les règles du confinement lorsque l'on vit à 6 dans une pièce de 12 m² ? Comment se protéger et prendre ses distances lorsque l'on est contraint de faire la queue tous les matins à la borne-fontaine ou aux toilettes communautaires ? Comment gagner sa vie lorsque tous les commerces de rue, marchés locaux et activités commerciales sont mis à

¹ Le Secours Populaire a par exemple connu une hausse d'environ 50% des volumes de denrées alimentaires distribuées et de personnes accueillies en Seine Saint-Denis en avril 2020.

l'arrêt ? Comment s'en sortir lorsque son activité relève du secteur informel, qu'aucune mesure de chômage partiel ou autre aide publique ne vient évidemment compenser ?

Pour l'instant, les conséquences de la crise sanitaire semblent heureusement plus limitées que prévu en Afrique et en Asie². Les mesures strictes rapidement mises en place par certains gouvernements ont peut-être fait effet et permis d'éviter le pire. Mais c'est désormais la menace d'une crise économique et sociale qui pèse sur ces pays, où le secteur informel reste encore prédominant. Selon le FMI, l'Afrique devrait connaître en 2020 sa première récession depuis vingt-cinq ans et plusieurs économistes prédisent que le confinement pourrait, à long-terme, sacrifier davantage de vies qu'il n'en sauvera. Dans de nombreux endroits, le coronavirus a ainsi été rebaptisé « *le virus de la faim* ».

Près d'un milliard de personnes, soit un huitième de la population mondiale, vit dans des bidonvilles³ selon ONU-Habitat. Chez Archipel&Co, nous sommes amenés, dans le cadre des projets de business inclusif que nous accompagnons, à collaborer régulièrement avec les habitants de ces quartiers précaires, souvent méconnus des entreprises, alors même que leur créativité, leur résilience et leur savoir-faire sont de formidables atouts et clés de compréhension des marchés du bas de la pyramide.

Depuis nos lieux de confinement à Paris, Londres, Pune et Abidjan, nous avons voulu mieux comprendre comment la crise actuelle affecte les personnes vivant dans ces quartiers précaires. Grâce à nos équipes et nos ressources locales dans plusieurs quartiers en Inde, au Kenya et en Côte d'Ivoire (identifiés via notre approche Community Voices⁴), nous avons mené une enquête qualitative auprès de 198 personnes⁵ afin de mieux comprendre leurs préoccupations et leurs conditions de vie dans ce contexte si particulier. Cet article est basé sur les réponses à cette enquête ainsi que sur plusieurs échanges informels avec des habitants de ces quartiers. Cette étude n'est évidemment pas exhaustive, elle vise simplement à faire entendre la voix de ceux qui sont encore trop souvent marginalisés et peu considérés.

2 Début mai, il n'y avait officiellement que 48 000 contaminations en Afrique, dont 1900 décès, soit 25 fois moins qu'aux États-Unis.

3 ONU-Habitat considère un logement comme appartenant à un bidonville quand au moins l'un des cinq critères suivants fait défaut : (1) un logement durable, (2) une surface de vie suffisante, (3) un accès à l'eau potable, (4) un accès aux services sanitaires, et (5) une sécurité et une stabilité d'occupation.

4 Community Voices est une approche inclusive de market research développée par Archipel&Co, qui consiste à recruter et former des enquêteurs au sein des communautés à bas revenus afin de collecter des informations de meilleure qualité et d'avoir plus d'impact localement.

5 Questionnaire en ligne, auto-administré (donc biaisé : seules les personnes équipées d'un smartphone ont pu répondre à l'enquête, du fait des restrictions imposées par le confinement) entre le 28 avril et le 15 mai 2020. 198 personnes ont répondu à l'enquête : 161 en Inde (Mumbai, Pune, Calcutta, Delhi), 19 en Côte d'Ivoire (Abidjan) et 18 au Kenya (Nairobi). 64 % des répondants sont des hommes et 36 % des femmes. La moyenne d'âge est de 30 ans.

Nous espérons qu'elle pourra alimenter la réflexion et orienter les mesures mises en place par les secteurs public, privé et associatif pour faire face à la crise actuelle.

1. Une adaptation rapide : des habitants qui ont très vite appliqué et respecté les principes du confinement, malgré les difficultés liées à la promiscuité

Dans des zones aussi denses et des habitats aussi exigus que ceux des bidonvilles, on aurait pu penser que le confinement et les principes de distanciation sociale y seraient peu respectés. Les témoignages des personnes que nous avons interrogées disent le contraire.

Malgré la promiscuité avec laquelle les habitants des bidonvilles vivent au quotidien, il est frappant d'observer les efforts de tous - piétons, usagers des transports en commun, commerçants, etc. - pour respecter les consignes de distanciation sociale. Un micro-entrepreneur travaillant dans l'un des bidonvilles les plus peuplés de Nairobi, Eastleigh, précise par exemple : « *maintenant, les matatu [mini-bus] ne transportent plus qu'une personne par siège, et il est obligatoire de se laver les mains avant de monter dans le bus* ». Du matériel de fortune et des vieux jerrycans ont été installés très rapidement à tous les arrêts de bus pour permettre aux usagers de se laver les mains.

” *J'ai l'impression de vivre dans un tout autre monde. Notre vie n'a plus rien à voir avec notre vie d'avant : tout s'est arrêté. Retrouverons-nous un jour l'ancien monde ?*

Akinyi, 41 ans, Nairobi, Kenya

Au-delà de l'effet forcément dissuasif des contrôles policiers (qui ont été considérablement renforcés dans certains endroits), il est frappant de constater l'adhésion des populations aux principes de distanciation

FIGURE 1

Quelles sont vos principales préoccupations ?



Source : étude Archipel&Co, mai 2020

sociale dictés par les gouvernements. Les habitants interrogés comprennent l'intérêt de ces mesures (81% des répondants pensent que la distanciation sociale est la manière la plus efficace pour se protéger du virus) et les appliquent du mieux qu'ils peuvent. Ils ont en moyenne divisé par 4 leurs interactions quotidiennes (de 33 contacts par jour en moyenne, ils sont passés à 8 contacts par jour en moyenne) et les déplacements quotidiens ont été considérablement réduits (54 % des personnes interrogées ont complètement cessé d'utiliser les transports publics depuis le début de la crise et 24 % les utilisent moins qu'avant). Au total, ce sont ainsi 61% des répondants qui indiquent que leur vie quotidienne est "*complètement différente*" de leur vie d'avant le confinement (et 32% disent qu'elle est "*sensiblement différente*").

Alors que le monde entier s'interroge sur « le monde d'après » et ce qu'il restera de cette crise, il est intéressant d'observer les nouveaux comportements et usages économiques et sociaux qui se mettent en place. Un exemple ? Alors que les chauffeurs de matatus au Kenya rechignaient depuis plusieurs années à recourir au mobile-money, lui préférant les paiements en liquide

(alors même que le Kenya est certainement le pays le plus avancé en la matière), nos ressources locales nous ont informé que, depuis début avril, certains matatus ont commencé à accepter les paiements mobiles afin de limiter les contacts et les échanges de monnaie. Ces nouveaux comportements perdureront-ils au-delà de la crise et feront-ils émerger de nouvelles normes ?

2. La crainte de ne plus pouvoir manger à sa faim, plus grande que celle d'attraper le Covid-19

Le niveau d'inquiétude face à la crise actuelle est globalement très élevé dans les bidonvilles (62% des personnes interrogées se disent "très inquiètes" et 20% se disent "inquiètes"). Si ces chiffres ne sont pas surprenants en soi, compte tenu de l'ampleur de la crise et des risques qu'elle fait peser sur nous tous, il est frappant de constater que, contrairement aux pays occidentaux (où la part des personnes âgées est plus élevée, et où des systèmes de protection sociale sont en place), ce sont les conséquences économiques de la crise qui inquiètent davantage les habitants que

le fait de tomber malade. Ne plus pouvoir gagner suffisamment d'argent pour subvenir aux besoins de la famille (cité par 41% des répondants) et la question de l'accès à la nourriture (35%) arrivent en tête des principales préoccupations. La crainte de tomber malade ou de voir ses proches tomber malades occupe les cinquième et sixième places (27% et 26%), après la question de la sécurité dans le quartier (32%) et l'accès à des services de santé (28%).

” *C'est une situation dramatique. Bien sûr, j'ai peur de tomber malade. Mais je m'inquiète aussi pour la suite. Pour le moment, ça va. Mais si cela continue comme ça pendant un ou deux mois, la crise économique va vraiment commencer...*”

Amrit, 31 ans, Pune, Inde

Alors que la plupart des habitants de ces quartiers travaillent dans le secteur informel (à titre d'exemple, les répondants de notre échantillon sont vendeurs de rue, livreurs, femmes de ménage, collecteurs de déchets, boutiquiers...), ils ne bénéficient d'aucun dispositif de protection sociale et n'ont d'autre choix que de travailler pour gagner leur vie - et survivre. La plupart d'entre eux sont des micro-entrepreneurs aguerris, qui exercent plusieurs activités en parallèle afin de diversifier leurs sources de revenus et de se prémunir contre les risques et l'incertitude, très courants dans ces environnements. Toutefois, face au choc de la crise actuelle, ces micro-entrepreneurs ont vu, pour la grande majorité, l'ensemble de leurs activités génératrices de revenus s'arrêter et donc leurs revenus chuter de manière spectaculaire. 58% des personnes interrogées ont été contraintes d'arrêter complètement de travailler et 26% ont dû réduire leur niveau d'activité depuis le début du confinement. En moyenne, ceux qui travaillent gagnent aujourd'hui 72 % de moins qu'avant la crise.

Derrière ces chiffres, se cache un risque très inquiétant de crise alimentaire. La crainte du manque de nourriture est forte, des révoltes sporadiques - et violemment maîtrisées - ont été observées à proximité des échoppes et les files d'attente s'allongent là où des dispositifs de distribution alimentaire ont été mis en place.

” *Si ça n'est pas le virus qui nous tue, c'est la faim qui le fera.*”

Issouf, 25 ans, Abidjan, Côte d'Ivoire

Respecter les règles du confinement et risquer de mourir de faim, ou sortir travailler et risquer d'attraper le coronavirus : tel est le dilemme qui se pose aux millions de travailleurs du secteur informel, qui représentent entre 60 et 90 % de la population active dans les pays en développement. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les trois quarts d'entre eux - soit 1,6 milliard de personnes - pourraient voir leurs revenus anéantis par la crise.

Il est intéressant de noter que toutes les activités professionnelles ne sont néanmoins pas complètement à l'arrêt. Nous avons constaté que certains micro-entrepreneurs du secteur informel continuent à travailler. Certains ont étendu les délais de paiement, d'autres ont accepté de faire crédit à leurs meilleurs clients - ce qui rappelle la force du capital social et des relations interpersonnelles dans le secteur informel. Comme l'explique l'un de nos contacts à Nairobi, « *dans mon entreprise de nettoyage, je sers encore mes clients parce que c'est ce que je fais depuis des années, et je continuerai à le faire. Pour l'instant, ils ne peuvent pas payer. Mais je continue à assurer mes services, même si je ne suis pas payé. Je sais qu'ils paieront dès qu'ils le pourront.* » (Huruma, Nairobi, avril 2020). Cela soulève deux questions : (1) quelles nouvelles formes de dettes informelles la crise actuelle va-t-elle générer ? et (2) quels nouveaux réseaux d'entraide et formes de solidarité vont se mettre en place pour faire face aux besoins des populations et pallier les manquements de l'Etat ?

3. Des services publics qui se dégradent

Si la situation était déjà critique dans les bidonvilles, où le manque de services publics se fait durement ressentir en temps normal (manque d'infrastructures, absence ou insuffisance de services de ramassage de déchets ou de nettoyage des rues, etc.), la situation s'est encore dégradée avec la crise : 53% des répondants disent que les services publics ont été complètement arrêtés ou fortement réduits dans leur quartier du fait de la crise.

La question de l'accès aux toilettes est, à ce titre, particulièrement évocatrice. Dans une étude récente⁶, réalisée pour le compte de la Fondation Bill et Melinda Gates, Archipel&Co et Firmenich ont constaté que la

6 Archipel&Co & Firmenich, Malodor & sanitation in low-income communities, 2019 <https://gatesopenresearch.org/documents/4-6>

FIGURE 2

Parmi la liste suivante, quelles sont les solutions dont vous et votre famille auriez le plus besoin maintenant ?



Source : étude Archipel&Co, mai 2020

majorité des résidents des quartiers urbains précaires en Inde, au Kenya, en Afrique du Sud et en Chine utilisent des toilettes publiques communautaires. En l'absence de solutions alternatives, et malgré le dispositif de confinement, de nombreux résidents sont contraints de continuer à utiliser ces toilettes partagées, ainsi que les bornes fontaines - où les gestes barrières et autres mesures d'hygiène sont évidemment difficilement applicables. 43 % des habitants continuent à utiliser les toilettes communautaires autant qu'auparavant, et 16 % ont fait le choix beaucoup plus radical - et autrement risqué - de faire leurs besoins en plein air pour éviter d'utiliser les toilettes et limiter ainsi les interactions sociales.

” *C'est pire qu'avant, et c'est pire que tout. La situation était déjà critique ici, mais là, ça se dégrade très rapidement.* ”

Dev, 28 ans, Calcutta, Inde

Face à cette situation, les besoins exprimés par les personnes interrogées sont clairs : se protéger contre

le Covid-19 et protéger leurs sources de revenus pour survivre. Les besoins les plus souvent cités sont les suivants : (1) des éléments tangibles pour se protéger contre le virus (équipements de protection et produits d'hygiène), (2) de la nourriture à prix abordable et (3) la possibilité de reprendre une activité économique.

Sur une note plus optimiste, il est intéressant de noter que les mesures mises en place dans certains quartiers par les habitants eux-mêmes, les autorités publiques, les ONG ou les organisations internationales (installation de points d'eau temporaires et distribution de produits d'hygiène notamment) se révèlent parfois efficaces. 46% des personnes interrogées estiment ainsi qu'il est plus facile de se laver les mains avec du savon dans leur quartier depuis le début de la crise - comme nous l'avons vu, par exemple, avec l'installation de lavabos de fortune aux arrêts de bus de certains bidonvilles kenyans.

À Nairobi, les efforts mis en place localement pour distribuer de la nourriture et autres produits essentiels se révèlent plutôt efficaces et bénéficient à ceux qui en ont le plus besoin. Ils sont le résultat de nouvelles collaborations entre des donateurs extérieurs (qui ne peuvent plus se rendre sur le terrain) et des leaders communautaires locaux, à la fibre entrepreneuriale,

qui ont plus de temps et l'envie de s'investir pour leur communauté. Alors qu'entreprises, acteurs du développement, chercheurs et bailleurs de fonds du monde entier tentent de trouver des réponses ambitieuses à la crise du Covid-19, il est intéressant de constater que les stratégies de débrouille et d'adaptation conçues et mises en œuvre par les communautés elles-mêmes sont, comme souvent, particulièrement efficaces.

Il convient toutefois de ne pas tomber dans le cliché habituel sur la résilience, la flexibilité et la capacité d'adaptation des bidonvilles et du secteur informel. Car, bien que très vrai, il pourrait laisser croire que ces communautés n'ont pas besoin d'aide et peuvent s'en sortir seules. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Bien que ce ne soit pas l'objet de cette étude, nous souhaitons insister sur l'importance de l'État et des acteurs publics, et du rôle majeur qu'ils peuvent et doivent jouer pour répondre à cette crise. Réfléchir à la meilleure articulation possible entre leur action et celle des entreprises et des acteurs du monde social nous semble être un défi passionnant pour les semaines, les mois et les années à venir.



Vendeur de rue, Mandala, Mumbai (crédit : Archipel&Co)

Cette enquête n'a pas vocation à être exhaustive ou statistiquement représentative. Elle vise simplement à mettre en lumière la réalité des habitants des bidonvilles que l'on oublie trop souvent - de manière générale, et encore plus en ce moment - alors même qu'ils sont certainement les plus brutalement affectés par la crise actuelle. Nous les remercions chaleureusement d'avoir accepté de répondre à nos questions.

Chiffres clés

Les habitants ont en moyenne divisé par 4 leurs interactions quotidiennes (de 33 contacts par jour en moyenne, ils sont passés à 8 contacts par jour)

-72% En moyenne, ceux qui travaillent gagnent aujourd'hui 72 % de moins qu'avant la crise.

81 % des répondants pensent que la distanciation sociale est la manière la plus efficace pour se protéger du virus

61% des répondants indiquent que leur vie quotidienne est "complètement différente" de leur vie d'avant le confinement

53 % des répondants disent que les services publics ont été complètement arrêtés ou fortement réduits dans leur quartier du fait de la crise.

43% des habitants continuent à utiliser les toilettes communautaires autant qu'auparavant et 16 % préfèrent désormais faire leurs besoins en plein air

Les principales préoccupations exprimées par les répondants :

1. la crainte de ne plus pouvoir gagner suffisamment d'argent pour subvenir aux besoins de la famille (41%)
2. la question de l'accès à la nourriture (35%)
- Loin devant...
6. la crainte de tomber malade (26%)

Les besoins exprimés par les personnes interrogées :

1. se protéger contre le Covid-19 (49%)
2. accéder à de la nourriture à prix abordable (48%)
3. reprendre l'activité (36%)